Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires

Sous-direction des entreprises agricoles

Bureau des actions territoriales et agroenvironnementales

Adresse : 78 rue de varenne – 75349 PARIS 07 SP

Suivi par : François MER

Tél : 01 49 55 57 27

Fax : 01 49 55 42 24

Mail : francois.mer@agriculture.gouv.fr

CIRCULAIRE

DGPAAT/SDEA/C2008-3016

Date: 05 septembre 2008

Date de mise en application : année 2008

Annule et remplace : DGFAR/SDEA/C2007-5051

Nombre d'annexes : 6

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

à

Mmes et MM. Les préfets

Objet : INDEMNITES COMPENSATOIRES DE HANDICAPS NATURELS (ICHN) - Campagne 2008

Bases juridiques : Les références réglementaires dans lesquelles s'inscrit la présente circulaire sont mentionnées à la page 4.

Résumé : Cette circulaire expose les conditions réglementaires des indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) au titre de l'année 2008. La partie manuel de procédure fera l'objet d'un document séparé.

Mots-clés : INDEMNITES COMPENSATOIRES DE HANDICAPS NATURELS (ICHN), REGLEMENT DE DEVELOPPEMENT RURAL (RDR).

Destinataires	
Pour exécution	Pour information
- Mmes et MM. les préfets de départements	- Administration centrale
- MM. les directeurs de l'agriculture et de la forêt	- Mmes et MM. les préfets de région
- Mmes et MM. les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt	- Mme et MM. les directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt
- Mmes et MM. les directeurs départementaux de l'équipement et de l'agriculture	- Mmes et MM. les directeurs départementaux des services vétérinaires
- M. le directeur général du CNASEA	- MIGA – mission permanente d'inspection générale et d'audit
- M. le directeur général de l'AUP	- Syndicats et organismes agricoles (APCA, CFCA, JA, CNMCCA, FNSEA, Confédération Paysanne, Coordination Rurale, MODEF)
- M. le directeur de l'ODARC	

Modifications/compléments de la circulaire 2008

Deux modifications réglementaires sont introduites dans la circulaire 2008 :

Durée minimale de détention des surfaces déclarées

L'exploitant doit disposer des surfaces cultivées à la date du 15 mai 2008, contrairement à l'année 2007, où il devait disposer de ces surfaces pendant une période minimale de 10 mois. Cette modification intervient afin d'aligner le régime ICHN sur les modalités de déclaration « surfaces » pour le premier pilier de la PAC

Stabilisateur budgétaire unique pour un département

A partir de 2008, le stabilisateur budgétaire de chaque département est obligatoirement unique. La possibilité de fixer un stabilisateur différent pour chaque type de zone est supprimée.

Par ailleurs, cette circulaire annonce une modification à compter de 2009 :

superficie minimale en zone défavorisée pour les GAEC

Le bénéfice de l'ICHN ne peut être accordé qu'aux exploitants qui détiennent au moins 80 % de leur superficie agricole utilisée (SAU) en zone défavorisée (ZD). Dans le cas d'un GAEC, ce pourcentage ne sera plus divisé par le nombre d'associés à compter de 2009.

Enfin, il est apparu opportun d'intégrer dans la circulaire des précisions qui figuraient précédemment, pour certaines, dans le manuel de procédure.

Ces modifications et compléments figurent en grisé dans le corps du texte.

Table des matières

1 Textes réglementaires 4

2 Eligibilité des demandeurs 5

2.1 CONDITIONS LIÉES À L'EXPLOITATION 5
2.2 CONDITIONS LIÉES À L'EXPLOITANT 5
2.2.1 L'exploitant individuel 5
2.2.2 Les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) 7
2.2.3 Les autres personnes morales (SCEA, EARL...) 7
2.2.4 Les cas particuliers 8
2.2.4.1 Retraités d'un régime obligatoire autre que le régime agricole des non salariés 8
2.2.4.2 « Nouveaux demandeurs » 8
2.2.4.3 Eleveurs ayant une référence laitière 8
2.2.4.4 Demandeurs résidents hors de France 8

3 Surfaces éligibles aux ICHN 8

3.1 LES SURFACES FOURRAGÈRES PRIMABLES 8
3.2 LES SURFACES FOURRAGÈRES ÉLIGIBLES POUR LE CALCUL DU CHARGEMENT 9
3.3 SURFACES EN PRODUCTIONS VÉGÉTALES PRIMABLES 9
3.3.1 En métropole 9
3.3.2 Dans les départements d'outre-mer 10
3.4 LES ACCIDENTS DE CULTURES 10

4 Animaux pris en compte dans le calcul du chargement 10

4.1 LES ESPÈCES PRISES EN COMPTE 10
4.2 LES UGB RETENUES 10
4.2.1 Cas général 10
4.2.2 Cas particuliers 11
4.2.2.1 Nouveaux demandeurs 11
4.2.2.2 Cheptels bovins ayant connu une forte variation 11
4.2.2.3 Sociétés civiles laitières (SCL) 11

5 Engagements du bénéficiaire 11

6 Calcul de la prime 11

6.1 CALCUL DE L'INDEMNITÉ POUR LES SURFACES EN PRODUCTIONS VÉGÉTALES 12
6.2 CALCUL DE L'INDEMNITÉ POUR LES SURFACES FOURRAGÈRES 12
6.2.1 Le calcul du chargement 12
Montagne 12
Piémont 12
6.2.2 Les montants nationaux de référence fixés par arrêté interministériel. 12
6.2.3 Le cas particulier des éleveurs ayant une référence laitière 13
6.3 DISPOSITIONS COMMUNES AUX SURFACES CULTIVÉES ET AUX SURFACES FOURRAGÈRES 13
6.3.1 Arrêté de classement en zone défavorisée des communes du département (modèle en annexe 3) 13
6.3.2 Arrêté préfectoral annuel fixant les montants unitaires (modèles en annexes 4 pour la métropole et 5 pour les DOM) 13
6.3.3 Arrêté relatif au stabilisateur (modèle en annexe 6) 14
6.4 ELÉMENTS À APPLIQUER AU MONTANT TOTAL DE L'INDEMNITÉ : ÉCRÊTEMENT ET STABILISATEUR DÉPARTEMENTAL 14
6.4.1 L'écrêtement de l'indemnité 14
6.4.2 Le stabilisateur départemental 14
6.4.2.1 Paiement partiel avec application du stabilisateur provisoire national : l'acompte 14

6.4.2.2 Paiement définitif des dossiers avec application du stabilisateur définitif 14
6.5 PAIEMENTS 14
6.5.1 En France métropolitaine hors Corse 14
6.5.2 En Corse 15

7 Contrôles et sanctions 15

7.1 LES CONTRÔLES ADMINISTRATIFS 15
7.2 LES CONTRÔLES SUR PLACE 15
7.3 SUITES À DONNER AUX CONTRÔLES 16
7.3.1 La notification au demandeur pour attribution ou pour rejet 16
7.3.2 Respect de la conditionnalité des aides 16
7.3.3 Rejet de la demande 16
7.3.4 Les pénalités calculées suite aux contrôles. 16
7.3.5 Force majeure ou circonstances exceptionnelles 17
7.3.6 Irrégularités commises intentionnellement 17

8 Annexes 18

8.1 ANNEXE 1 - EXEMPLE DE CALCUL DANS LE CAS D'UNE EXPLOITATION DONT LA SAU EST SITUÉE SUR PLUSIEURS ZONES DÉFAVORISÉES (ZD) 18
8.2 ANNEXE 2 – EXTRAIT DE L'ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL 2007 19
8.3 ANNEXE 3 - MODÈLE D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE CLASSEMENT EN ZONES DÉFAVORISÉES 20
8.4 ANNEXE 4 - MODÈLE D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL FIXANT LE MONTANT DES ICHN 21
8.5 ANNEXE 5 - MODÈLE D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL FIXANT LE MONTANT DES ICHN 22
8.6 ANNEXE 6 - MODÈLE D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL FIXANT LE STABILISATEUR DÉPARTEMENTAL 23

Conditions et modalités d'attribution

1 TEXTES REGLEMENTAIRES

- Règlement (CE) 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;
-http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:2005R1698:20070101:FR:PDF
- Règlement (CE) 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant les règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune ;
-http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:2003R1782:20080101:FR:PDF
- Règlement (CE) 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 abrogeant le règlement CE n°2419/2001 (Commission) du 11 décembre 2001 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle ;
http://europa.eu.int/eur-lex/lex/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32004R0796:FR:HTML
- Règlement (CE) n°1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) 1698/2005 ;
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/oj/2006/l_368/l_36820061223fr00150073.pdf
- Règlement (CE) n°1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application des mesures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural ;
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/oj/2006/l_368/l_36820061223fr00740084.pdf
- Article L 311-1 du code rural relatif à la définition de l'activité agricole
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnArticleDeCode?code=CRURALNL.rcv&art=L311-1
- Article R 725-2 du code rural pris pour l'application de l'article L 725-2 du code rural relatif aux avantages d'ordre économique accordés aux agriculteurs ;
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnArticleDeCode?code=CRURALNM.rcv&art=r725-2
- Article D 113-18 à D 113-26 du code rural fixant les conditions d'attributions des ICHN ;
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGRS0100614D

- Décret n°2004-80 du 22 janvier 2004 pris pour application au ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGRD0300891D
- Décret n°2005-1458 du 25/11/ 2005 relatif à la mise en œuvre de certains régimes de soutien direct en faveur des producteurs dans le cadre de la politique agricole commune et modifiant le code rural ;
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGRP0502183D
-Décret n° 2008-852 du 26 août 2008 fixant les conditions d'attribution des ICHN et modifiant le code rural ;
http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20080828&numTexte=16&pageDebut=13514&pageFin=13515
- Arrêté du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage qui fixe les modalités de tenue du registre d'élevage ;
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGRG0001128A
- Arrêté du 30 avril 2002 relatif à l'identification et la certification des origines des équidés ;
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGRR0200995A
- Arrêté du 30 avril 2002 fixant les règles applicables aux documents d'identification des équidés ;
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGRR0200994A
- Arrêté du 28 juillet 2004 reprenant le classement de communes ou partie de communes en zones défavorisées depuis l'année 2001 ;
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGRF0401663A
- Arrêté du 18 novembre 2004 portant classement de communes en zones défavorisées ;
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGRF0402380A
- Arrêté du 15 juin 2005 portant classement de 22 communes en zones défavorisées, affectées de handicaps spécifiques ;
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGRF0501728A
- Arrêté du 28 novembre 2005 fixant certaines modalités d'application pour la mise en œuvre de certains régimes de soutien direct en faveur des producteurs dans le cadre de la PAC modifié ;
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGRP0502531A
- Arrêté du 11 septembre 2007 pris en application du décret du n°2007-1334 fixant les conditions d'attribution des ICHN
http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf//jopdf/2007/0912/joe_20070912_0211_0032.pdf
- Arrêté du 26 août 2008 fixant les conditions d'attribution des ICHN
http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20080828&numTexte=21&pageDebut=13523&pageFin=13523

2 ELIGIBILITE DES DEMANDEURS

2.1 Conditions liées à l'exploitation

Les conditions liées à l'exploitation sont les suivantes :

- avoir le siège de l'exploitation en zone défavorisée.
- avoir une exploitation agricole d'au moins 3 ha de superficie agricole utilisée (2 ha dans les DOM), et située pour au moins 80 % de sa superficie agricole utilisée[1] en zone défavorisée , compte non tenu des surfaces fourragères situées en zone non défavorisée qui sont pâturées par transhumance inverse et engagées au titre des mesures agroenvironnementales territorialisées dans des opérations de défense de la forêt contre l'incendie (DFCI).

  Dans le cas des GAEC, cette superficie est divisée, jusqu'au 31 décembre 2008, par le nombre d'associés éligibles. A compter de 2009, la règle normale leur sera appliquée. Il appartient aux DDAF d'annoncer cette modification afin que les exploitants concernés (une liste sera transmise par la DGPAAT) puissent s'adapter ;
- détenir un cheptel d'au moins 3 UGB (2 UGB dans les DOM) ;
- avoir au minimum 3 hectares en surface fourragère éligible (2 hectares dans les DOM) ou au moins 1 hectare en culture éligible (0,5 hectares dans les DOM) ;
- pour les demandeurs de l'indemnité pour les surfaces en productions végétales, le siège de l'exploitation, 80 % de sa SAU et la résidence principale du demandeur doivent être situés :
  - soit dans la zone de montagne (ou haute montagne) sèche de métropole ou en zone défavorisée dans les DOM ;
  - soit sur le territoire des 22 communes classées en zone affectée de handicaps spécifiques en Haute Corse.

Toutes ces conditions sont à respecter quelle que soit la forme juridique de l'exploitation.

2.2 Conditions liées à l'exploitant

Selon son statut, les conditions liées à l'exploitant sont les suivantes :

2.2.1 L'exploitant individuel

- avoir moins de 65 ans au 1er janvier 2008;
- ne pas bénéficier d'une préretraite ou d'une retraite agricole à la date à laquelle l'administration statue sur la demande d'indemnité (fixée au 1er août de l'année de la campagne) ;
- avoir sa résidence principale en zone défavorisée (un berger sans terre ayant son lieu de vie principal en zone défavorisée est éligible pour ce critère) ;
- diriger une exploitation agricole ;
- dans le cas d'un exploitant déclarant exclusivement des équidés, il doit répondre à la définition de l'éleveur suivante :

  Le demandeur doit détenir au moins 3 équidés identifiés en application de la réglementation en vigueur. Chacun de ces équidés pourra être :

  - soit un reproducteur actif, ce qui signifie, pour les femelles, qu'elles ont fait l'objet d'une déclaration de saillie ou qu'elles ont donné naissance à un produit au cours des 12 derniers mois, et, pour les mâles, qu'ils ont obtenu des cartes de saillie pour la monte publique au cours des 12 derniers mois ;
  - soit un animal âgé d'au moins 6 mois et au plus de 3 ans, non déclaré à l'entraînement au sens des codes des courses.

  Les animaux doivent être présents pendant une période minimale de 30 jours consécutifs incluant le 31 mars de l'année de la demande.
- faire parvenir à la DDAF du siège de l'exploitation au plus tard le 15 mai 2008 une demande d'indemnité jointe à la déclaration de surfaces. La date de dépôt prise en considération est la date d'arrivée à la DDAF et non la date d'envoi. Le dépôt tardif d'une déclaration donne lieu à une réduction du montant de 1 % par jour ouvrable de retard. Dans le cas de retard de plus de 25 jours calendaires, la demande est considérée comme irrecevable et ne peut donner lieu à paiement. Les demandes seront donc irrecevables à compter du 10 juin 2008. Un exploitant peut signaler par écrit à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt une donnée incorrecte portée sur sa demande d'aide à condition qu'il n'ait pas été prévenu d'un contrôle sur place ou été informé par l'autorité compétente des irrégularités constatées dans sa demande. En cas d'erreur manifeste admise par la DDAF, la demande d'aide peut être rectifiée postérieurement à son dépôt. Depuis 2007, la demande d'ICHN peut être télédéclarée en même temps que la déclaration de surfaces.

[1] Définition de la superficie agricole utilisée SAU : surface de l'exploitation issue du S2 de la déclaration de surface moins la surface hors culture (HC) et/ou non agricole (UN).

- Disposer des surfaces déclarées à la date du 15 mai 2008.
- avoir acquitté au 1er janvier de l'année de dépôt de la demande la totalité des cotisations et contributions (CSG et CRDS) légalement exigibles aux régimes de protection sociale agricole, pénalités comprises, auprès de l'organisme de protection sociale habilité ou être engagé dans un échéancier de paiement à cette date. Les cotisations légalement exigibles sont les cotisations des régimes de base et complémentaire obligatoires des non salariés agricoles et des salariés agricoles. Cette obligation est explicitement prévue dans les dispositions des articles L725.2, L725.6 et R 725-2 du code rural.
- Les demandeurs pluriactifs rattachés au seul régime de protection sociale des non salariés non agricoles, qui cotisent auprès des organismes de ce régime, doivent également être à jour, au 1er janvier de l'année du dépôt de la demande, du paiement de leurs cotisations sociales auprès desdits organismes ou être engagés dans un échéancier de paiement à cette date.
- retirer au moins 50 % de son revenu de l'activité agricole**.**

Il conviendra de retenir le revenu agricole déclaré du chef d'exploitation. Les revenus non agricoles du chef d'exploitation sont le total des sommes déclarées :

- salaires, pensions non agricoles (y compris de réversion, invalidité, alimentaire…), revenus industriels et commerciaux non professionnels (résultats des loueurs en meublé non professionnels…), revenus non commerciaux non professionnels, rémunérations de gérants ou associés. Les effets de l'abattement de 20 % sont intégrés dans le barème à compter de l'imposition des revenus 2006 .

– bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ainsi que bénéfices non commerciaux (BNC). Les BIC et BNC doivent être retenus après abattement éventuel centre de gestion agréé (CGA). Il convient en conséquence de saisir :

. le montant de la ligne « BIC/BNC déclarés » lorsqu'elle est suivie d'une ligne « BIC/BNC imposable » (majoration de 25 % signifiant que l'exploitant n'est pas dans un CGA)

. le montant de la ligne « BIC/BNC déclarés » diminué de 20% lorsque cette ligne n'est pas suivie d'une ligne « BIC/BNC imposable ».

Les revenus à retenir sont les revenus du demandeur d'ICHN et non les revenus du foyer fiscal. Les revenus de capitaux mobiliers ou immobiliers ainsi que les revenus fonciers ne sont pas à prendre en compte pour le calcul de l'ICHN.

Les indemnités pour mandats professionnels, politiques ou syndicaux n'entrent pas dans les revenus, contrairement aux honoraires perçus par les experts agricoles.

Pour un agriculteur dont la situation a structurellement changé, de telle sorte que son avis d'imposition de l'année n-2 ne correspond plus à sa situation réelle, il sera demandé une attestation sur l'honneur par laquelle l'exploitant précise sa situation en ce qui concerne ses activités extérieures. Les années suivantes, la DDAF procédera au contrôle a posteriori d'un échantillon de ces attestations à partir des avis d'imposition reçus .

Aucun avis d'imposition ou de non-imposition n'est à demander aux établissements d'enseignement et de recherche ainsi qu'aux fondations et associations sans but lucratif, en raison de leur statut particulier.

Cas particulier des activités accessoires

Pour les exploitants individuels imposés au réel, les recettes commerciales ou non commerciales liées à l'exploitation (fermes auberges, gîtes ruraux…) sont imposables distinctement dans la catégorie des BIC ou des BNC. Toutefois, elles peuvent être ajoutées aux revenus agricoles plutôt qu'aux BIC ou BNC lorsque, au titre de l'année civile précédant la date de l'ouverture de l'exercice, leur montant global n'excède ni 30% des recettes agricoles ni 50 000€.

Les exploitants agricoles au forfait qui réalisent des opérations commerciales ou non commerciales accessoires sont imposés séparément pour les profits tirés de ces activités dans la catégorie des BIC ou BNC. Ils ne bénéficient pas du traitement particulier décrit ci-dessus pour les exploitants au réel. Sur l'avis d'imposition, l'exploitant au forfait est repérable car la ligne revenus agricoles (RA) déclarés est suivie de la ligne revenus agricoles imposables (majoration de 25% des RA déclarés)

Quand le revenu agricole est inférieur aux revenus non agricoles, un agriculteur peut être éligible dans les conditions suivantes :

Niveau des revenus non agricoles (RNA)	Zone du siège de l'exploitation	
	Piémont et défavorisée simple	Montagne et haute montagne
RNA < 8 142, 42 € (½SMIC)	Pour 50 ha maximum	Pour 50 ha maximum
8 142,42 € ≤ RNA < 16 284,84 € (1 SMIC)	Non éligible	Pour 50 ha maximum
16 284,84 € ≤ RNA < 32 569,68 € (2 SMIC)	Non éligible	Pour 25 ha maximum
RNA ≥ 32 569,68€ (2 SMIC)	Non éligible	Non éligible

La valeur du SMIC retenue est celle fixée au premier janvier de l'année correspondante à celle des revenus annuels considérés. Pour la campagne 2008, ce sont les revenus 2006 qui sont à prendre en considération, les valeurs du SMIC sont donc les suivantes (2028 SMIC horaires correspondant à 1 SMIC annuel brut pour 151,67h par mois) :
http://www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb?action=BS_SERIE&BS_IDBANK=082248421&BS_MOTCLE=SMIC

- SMIC horaire en vigueur au 1/01/2006	8,03 €
- 1014 SMIC horaires (½SMIC annuel)	8 142,42 €
- 2028 SMIC horaires (1 SMIC annuel)	16 284,84 €
- 4056 SMIC horaires (2 SMIC annuels)	32 569,68

2.2.2 Les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)

Est éligible tout associé apporteur en capital du groupement

- qui, avant d'adhérer, avait le statut de chef d'exploitation sur une exploitation autonome préexistante couvrant au moins une ½ surface minimum d'installation (SMI)
- **et** qui respecte toutes les conditions d'attribution et d'obligations exigées à tout demandeur individuel.

Le nombre d'associés éligibles est susceptible d'évoluer dans les cas suivants :

- un associé acquiert des droits de jouissance sur le foncier postérieurement à son entrée dans un GAEC, il apporte au GAEC une part ICHN supplémentaire si ses droits de jouissance portent sur une exploitation préexistante d'au moins ½ SMI foncière et s'il respecte les conditions d'attribution et les obligations exigées de tout demandeur individuel ;
- un agriculteur a bénéficié des aides à l'installation et a intégré un groupement (sans y apporter une exploitation préexistante d'au moins ½ SMI foncière). Il apporte au GAEC une part ICHN supplémentaire sous réserve toutefois qu'à l'occasion de son arrivée, soit immédiatement, soit par la suite, les autres associés lui cèdent en propriété ou en location par bail à ferme un droit sur le foncier sur au moins une ½ SMI et qu'il respecte les conditions d'attribution et les obligations exigées de tout demandeur individuel. La date du certificat de conformité (CJA) pour les aides à l'installation doit être antérieure à la date limite de dépôt de la demande ICHN 2008.

Les GAEC partiels agréés avant le 1/7/1992 peuvent déposer une demande pour un plafond de 50 ha primables s'ils comportent un associé exploitant éligible. Ceux agréés depuis le 1/7/1992 sont susceptibles d'être considérés comme constitués dans le but de contourner abusivement la réglementation communautaire et ne sont pas éligibles (Cf. circulaire DEPSE/DPE du 29/12/1995 et DEPSE/SDEA/C2000-7050 du 3 novembre 2000).

Par ailleurs, l'exploitation du GAEC doit répondre aux conditions d'éligibilité liées à l'exploitation.

Le seuil minimum de SAU en zone défavorisée pour les GAEC devra être égal, à partir de 2009, à 80 % de la SAU, comme pour les exploitants individuels et les autres formes sociétaires ; le pourcentage ne sera plus divisé par le nombre d'associés éligibles.

Pour les GAEC dont la déclaration porte sur des surfaces en productions végétales, le seuil minimum de SAU doit être égal à 80 % de la SAU en zone de montagne sèche.

La prime versée à chaque GAEC est calculée dans la limite du total des plafonds en hectares apportés par chaque associé éligible aux ICHN (le nombre d'hectares apportés par chaque associé est limité à 50 hectares et au plafond éventuel résultant de ses revenus).

2.2.3 Les autres personnes morales (SCEA, EARL...)

Les formes sociétaires autres que les GAEC qui remplissent les conditions de siège et de pourcentage de la SAU en zone défavorisée sont éligibles à l'indemnité pour un plafond de 50 hectares primés sous réserve que :

- plus de 50 % du capital social soit détenu par des associés exploitants,
- au moins un de ces associés exploitants respecte les conditions d'attribution et les obligations exigées de tout demandeur individuel.

Les établissements publics dotés de la personnalité morale (établissements publics locaux d'enseignement agricole notamment) reconnus en tant que producteurs en application de la circulaire DPEI/SPM/C2008-4017 et DGFAR/SDEA/C2008-5017 du 10/04/2008 (relative à l'éligibilité des demandeurs d'aides relevant du SIGC) peuvent bénéficier des indemnités pour un plafond de 50 hectares primés.

Les établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricole privés et les associations de la loi 1901 sont éligibles et doivent répondre aux conditions d'éligibilité des autres personnes morales.

Les groupements pastoraux ne sont pas éligibles, bien qu'ils soient dans un certain nombre de cas des associations loi 1901. Les surfaces déclarées par ces entités sont rattachées au prorata de leur utilisation aux utilisateurs des surfaces et sont ajoutés chez ceux-ci à la surface primable à l'ICHN.

Les sociétés civiles laitières (SCL), ne disposant pas de foncier, ne sont pas éligibles à l'ICHN.

Les indivisions et les assolements en commun ne sont pas éligibles à l'ICHN.

2.2.4 Les cas particuliers

2.2.4.1 Retraités d'un régime obligatoire autre que le régime agricole des non salariés

Les retraités d'un régime obligatoire autre que le régime agricole des non salariés peuvent bénéficier de l'ICHN. Le montant annuel de leur retraite (y compris la pension des militaires) est rattaché aux revenus extérieurs ; elle n'est pas déduite de l'ICHN.

La pension de réversion agricole s'ajoute au revenu agricole.

2.2.4.2 « Nouveaux demandeurs »

Les producteurs sont considérés comme étant « nouveaux »

- s'ils n'ont déposé aucune demande ICHN 2007,
- **et** s'ils n'ont déposé aucune déclaration de surfaces en 2007,
- **et** s'ils n'ont déposé aucune demande d'aide animale en 2007 autre éventuellement qu'une prime à l'abattage,
- **et** s'ils n'avaient pas de référence laitière en 2007.

2.2.4.3 Eleveurs ayant une référence laitière

Sont éligibles au bénéfice des ICHN :

- Dans les zones de haute montagne, de montagne ou en zone de piémont délimité à orientation laitière dominante, les éleveurs ayant une référence laitière en 2007 ;
- Dans les zones de piémont (hors piémont délimité à orientation laitière dominante), les éleveurs ayant une référence laitière en 2007 et détenant au moins 3 autres UGB non bovines (animaux retenus en prime brebis (PB), en prime petits ruminants (PPR) dans les DOM, animaux déclarés sur le formulaire ICHN) ou au moins 3 autres bovins non laitiers recensés à la BDNI ; dans les DOM, l'obligation de 3 autres UGB ou autres bovins est ramenée à 2.
- Dans les zones défavorisées simples, les éleveurs ayant une référence laitière en 2007 et détenant au moins 3 autres UGB non bovines (animaux retenus en prime brebis (PB), en prime petits ruminants (PPR) dans les DOM, animaux déclarés sur le formulaire ICHN) ou au moins 3 bovins primés au titre du dispositif PMTVA.

Ne sont pas éligibles :

Les laitiers purs, c'est à dire, les exploitants détenant uniquement des UGB laitières et dont le siège d'exploitation est situé en zone défavorisée simple ou en piémont (hors piémont délimité à orientation laitière dominante).

2.2.4.4 Demandeurs résidents hors de France

Les dispositions relatives aux demandeurs résidents hors de France sont traités dans la circulaire DGPEI/SPM/C2008-4017 et DGFAR/SDEA/C2008-5017 du 10 avril 2008 relative à l'éligibilité des demandeurs.

3 SURFACES ELIGIBLES AUX ICHN

3.1 Les surfaces fourragères primables

Les surfaces fourragères primables aux ICHN sont les suivantes :

- les surfaces en productions fourragères qui comportent des prairies, des parcours, des landes, des estives, des superficies en plantes sarclées fourragères, sauf sur le territoire des 22 communes de Haute Corse classées en zone affectée de handicaps spécifiques en 2004 pour lesquelles, seules celles en prairies permanentes, landes et parcours sont primables aux surfaces fourragères ;
- les surfaces en céréales consommées par les animaux de l'exploitation ; la superficie à déclarer par l'exploitant sur le formulaire est le total des surfaces auto-consommées aidées ou non aidées, quel que soit le code A, F, N ou G utilisé sur le formulaire S2.
- les surfaces fourragères en pâturage collectif déclarées par les entités collectives, pour la part correspondante utilisée par le demandeur.

Les surfaces en productions fourragères et surfaces en céréales auto-consommées sont extraites de la déclaration de surfaces de l'année de la demande de l'ICHN.

Les surfaces fourragères en pâturage collectif sont extraites de la déclaration de surfaces des entités collectives concernées au titre de l'année précédant la demande de l'ICHN (si l'entité collective n'était pas connue lors de la déclaration de surfaces 2007, il convient de considérer les surfaces déclarées en 2008).

3.2 Les surfaces fourragères éligibles pour le calcul du chargement

Les surfaces retenues pour le calcul du chargement des exploitations sont les suivantes[2] :

- les surfaces en productions fourragères qui comportent des prairies, des parcours, des landes, des estives et des superficies en plantes sarclées fourragères, quel que soit le code (F ou G) utilisé sur le formulaire S2 ;
- les surfaces en céréales consommées par les animaux de l'exploitation ; la superficie à déclarer par l'exploitant sur le formulaire est le total auto-consommé, quel que soit le code A, F, N ou G utilisé sur le formulaire S2 ;
- les surfaces fourragères en pâturage collectif déclarées par les entités collectives pour la part correspondante utilisée par le demandeur.

La définition des surfaces fourragères éligibles pour le calcul du chargement est celle fixée dans la circulaire surfaces (cf. circulaire DGPEI/SPM/C2008-4014 du 4 mars 2008 relative aux déclarations de surfaces 2008).

La surface fourragère doit être utilisable selon les normes du département telles que définies dans l'arrêté pris en application du décret n° 2005-1458 du 25 novembre 2005 relatif aux déclarations surfaces dans le cadre de la politique agricole commune.

Dans l'arrêté définissant les normes usuelles, une attention particulière devra être portée sur la définition des mares et des bois pâturés et des abris pour les animaux pris en compte dans les surfaces fourragères.

Rappel :

- Concernant les landes, parcours et les surfaces peu productives individuelles, l'arrêté préfectoral relatif aux normes usuelles peut définir la notion de surface ayant une faible productivité et introduire un coefficient d'abattement pour ces surfaces. L'abattement à opérer peut également être laissé à la responsabilité individuelle de chaque agriculteur en fonction des caractéristiques des surfaces (part non exploitable).
- Concernant les estives, alpages et parcours utilisés en commun, l'arrêté préfectoral relatif aux normes usuelles doit définir la notion de surface à usage collectif sachant que seules les surfaces pâturées pendant une période minimale de 3 mois pourront être qualifiées ainsi.
  Sur la base de la déclaration de surfaces des entités collectives, la surface collective est divisée et attribuée à chaque utilisateur. Cette surface sera plafonnée par le coefficient pastoral (fondé sur l'enquête pastorale fixant un chargement moyen des pâturages collectifs de votre département).
- Les surfaces fourragères situées dans un autre Etat-membre sont considérées sur demande de l'exploitant comme faisant partie de l'exploitation à condition qu'elles se trouvent à proximité immédiate de son exploitation et qu'une part importante de l'ensemble des superficies agricoles utilisées par l'exploitant soit située en France (cf. circulaire relative aux déclarations de surfaces 2008).

3.3 Surfaces en productions végétales primables

3.3.1 En métropole

Dans les zones de haute montagne ou de montagne de la métropole, pour les territoires de communes ou parties de communes classés en zone sèche par arrêté interministériel, sont éligibles :

- les surfaces couvertes en productions végétales cultivées et destinées à la commercialisation, notamment les productions arboricoles de pommes, poires et pêches ;
- les superficies destinées à la production de semences certifiées de toutes les espèces ;
- certaines céréales, telles que le maïs doux, commercialisées en tant que légumes frais pour la consommation humaine.

Ne sont pas éligibles :

- les productions sous serres ou grands tunnels, les céréales (sans préjudice des exceptions indiquées ci-dessus), les jachères cultivées ;
- les surfaces en vigne, pommes, poires et pêches non productives en 2008 ;
- les productions qui ne sont pas cultivées mais font l'objet d'une simple cueillette (plantations pour les productions pérennes) ;
- les productions en gel industriel et celles utilisées à la production de miel.

Dans les zones situées dans les territoires des 22 communes de Haute-Corse classées en zone affectée de handicaps spécifiques en 2004, **seules sont éligibles** les surfaces en production de châtaigniers, oliviers et noisetiers destinées à la commercialisation.

[2] Y compris pour les exploitations situées dans les 22 communes de Haute Corse classées en zone affectée de handicaps spécifiques

3.3.2 Dans les départements d'outre-mer

Dans les zones de haute-montagne, montagne, piémont et défavorisée simple, sont éligibles les surfaces en productions végétales cultivées destinées à la commercialisation telles que précisées dans le document de programmation du développement rural du département concerné.

3.4 Les accidents de cultures

Ils seront pris en compte tel qu'il est précisé dans la circulaire relative aux déclarations de surfaces 2008 :

Les accidents de culture sur les surfaces cultivées doivent être signalés immédiatement par écrit par les producteurs. Les surfaces en cause (non-ensemencées, endommagées…) notifiées seront alors déduites de la superficie déclarée dans la demande de paiement à la surface sans application de pénalité si le dégât est survenu avant le stade de la floraison. Les surfaces déduites ne donneront pas lieu à paiement.

En l'absence de notification écrite des dommages par l'agriculteur, les pénalités prévues par le règlement 796/2004 du 21 avril 2004 s'appliqueront.

Les surfaces fourragères déclarées en accident de culture seront prises en compte dans le calcul du chargement en vue de l'octroi de l'ICHN. Elles ne seront alors pas rémunérées.

4 ANIMAUX PRIS EN COMPTE DANS LE CALCUL DU CHARGEMENT

4.1 Les espèces prises en compte

Les animaux pris en compte sont tous les bovins de plus de 6 mois, les femelles de l'espèce ovine et caprins de plus de 1 an, les équidés de plus de 6 mois, les camélidés et les cervidés de plus de 2 ans.

Pour le calcul du chargement les animaux sont convertis en UGB :

- bovin de plus de 2 ans = 1 UGB
- bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB
- brebis-mère, antenaise, caprins âgés au moins de 1 an = 0,15 UGB
- équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
- alpaga de plus de 2 ans = 0,3 UGB
- lama de plus de 2 ans = 0,45 UGB
- cerf, biche de plus de 2 ans = 0,33 UGB
- daim et daine de plus de 2 ans = 0,17 UGB

4.2 Les UGB retenues

4.2.1 Cas général

Pour **les bovins**, le nombre d'UGB annuel retenu est la moyenne du nombre d'UGB sur toute l'année en prenant en compte le temps (en jours) passé par chaque animal sur l'exploitation du demandeur pondéré par son équivalent UGB en fonction de son âge. Sont pris en compte tous les bovins présents sur l'exploitation dans l'année civile 2007, inscrits dans la BDNI. Pour les bovins lait en zone défavorisée simple et en piémont, voir partie 6.2.3 ci-après.

Attention : la liste des bovins de plus de 6 mois présents sur l'exploitation au cours de l'année 2007 est envoyée à l'agriculteur. Celui-ci ne renvoie la liste que si des corrections ont été nécessaires, notamment pour prendre en compte, le cas échéant, les résultats de contrôles effectués au titre des aides animales pour l'année précédant le dépôt de la demande (contrôles effectués en 2007 pour un dépôt ICHN en 2008), si ceux-ci n'ont pas été notifiés à l'EDE par l'exploitant pour être intégrés à la BDNI avant l'édition de la liste. Si cette liste ne vous est pas renvoyée, elle est considérée comme confirmée par l'exploitant.

A partir de 2009, les modalités de prise en compte des transhumances dans le calcul de chargement changent. Le chargement d'un producteur sera calculé en prenant en compte les surfaces qu'il déclare à la PAC d'une part et les animaux présents sur ces surfaces au prorata de leur temps de présence d'autre part. Vous trouverez les précisions sur ces nouvelles modalités dans la note de service du 25 janvier 2008 et vous êtes invités à les faire connaître auprès des exploitants de votre département au cours de l'année

Les ovins retenus sont ceux déterminés dans le cadre de la prime à la brebis (PB) ou aux petits ruminants (PPR) dans les DOM par une demande déposée dans les délais en 2008 (nombre déclaré plafonné le cas échéant au nombre constaté en cas de contrôle).

Les **autres animaux** retenus sont ceux déclarés sur le formulaire ICHN. Ils doivent être présents sur l'exploitation pendant une période d'au moins 30 jours consécutifs incluant le 31 mars de l'année de la demande.

Les équidés doivent être identifiés et non inscrits à l'entraînement au sens des courses.

4.2.2 Cas particuliers

4.2.2.1 Nouveaux demandeurs

- Les UGB bovines retenues sont celles connues au niveau de la BDNI à la date limite du dépôt des demandes ICHN 2008 (nombre instantané au 15 mai 2008). Tous les bovins sont retenus quel que soit le code race de l'animal. Pour les bovins lait en zone défavorisée simple et en piémont, voir partie 6.2.3 ci-après ;
- Les UGB ovines retenues sont celles ayant fait l'objet d'une déclaration au titre de la PB (en métropole) ou de la PPR (en DOM) déposée dans les délais. Les « nouveaux demandeurs » qui n'ont pas déposé de demande PB ou PPR 2008 ou qui n'ont pas de droit PB doivent déclarer les ovins présents 30 jours consécutifs incluant le 31 mars 2008 ou à défaut à la date limite de dépôt des demandes pour le cas où l'exploitant s'est installé après le 31 mars 2008 ;
- Pour les caprins, équidés, camélidés et cervidés, les UGB retenues sont celles présentes pendant une période de 30 jours consécutifs incluant le 31 mars 2008 ou à défaut à la date limite de dépôt des demandes pour le cas où l'exploitant s'est installé après le 31 mars 2008.

4.2.2.2 Cheptels bovins ayant connu une forte variation

Pour les exploitations bovines dont le cheptel a évolué de manière importante, avec ou sans modification de la surface fourragère, entre la campagne précédente et la campagne en cours, au point que le nombre d'UGB de l'année précédente n'est plus représentatif de la situation actuelle de l'exploitation, il est possible d'utiliser pour le calcul du chargement les UBG bovines de la BDNI au 15 mai.

4.2.2.3 Sociétés civiles laitières (SCL)

Le cheptel laitier des exploitants dont la production laitière a été transférée à une société civile laitière est attribué à la SCL. Il n'est donc plus possible de leur calculer un chargement par simple extraction des UGB de la BDNI. Leur chargement peut néanmoins être calculé selon la règle de calcul suivante :

$$UGBa = \frac{RLa \times UGBs}{RLs}$$

UGBa : valeur des UGB bovines laitières à affecter au chargement de l'associé

UGBs : UGB bovines de la SCL, présentes dans la base de donnée nationale d'identification l'année civile précédant la demande d'aide, ou au 15 mai pour les nouveaux demandeurs

Rla : Référence laitière de l'associé, transférée à la SCL

Rls : Référence laitière totale de la SCL

5 ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

- Poursuivre l'activité agricole en zone défavorisée pendant au moins 5 ans successifs à compter de la première demande d'indemnité. L'exploitant est libéré de cet engagement lorsqu'il cesse l'activité agricole lors de son départ en préretraite ou en retraite ainsi qu'en cas de force majeure.
- Respecter la conditionnalité des aides définie à la section IV du chapitre V du titre Ier du livre VI du code rural. Tout acte ou omission imputable à l'éleveur, entraînant le non-respect de ces exigences, ayant fait l'objet d'un constat, génère une réduction, voire la suppression, du montant des aides 1er et 2ème pilier qu'il perçoit au titre de l'année de contrôle.
- Permettre l'accès de l'exploitation aux autorités compétentes pour les contrôles et faciliter les contrôles.

6 CALCUL DE LA PRIME

La prime est égale au produit du montant à l'hectare par le nombre d'hectares de surface en productions fourragères et végétales dans la limite d'un plafond de 50 hectares primables, le cas échéant abaissé en fonction des revenus de l'exploitant.

Les surfaces déclarées en productions végétales sont primées en priorité avant les surfaces fourragères.

6.1 Calcul de l'indemnité pour les surfaces en productions végétales

Les montants nationaux de référence sont :

	Zones défavorisées								
Montants en €/hectare de surface cultivée	**Haute montagne**		**Montagne**		**Piémont**		**Défavorisée simple**		**Affectée de handicaps spécifiques(*)**
	sèche	hors sèche	sèche	hors sèche	sèche	hors sèche	sèche	hors sèche	
Métropole	172		172						120

(*) Uniquement pour les 22 communes de Haute Corse classées en 2004

Pour les départements d'outre-mer, les montants de base sont fixés par arrêté préfectoral. Ils doivent être inférieurs à 250 €/ha pour les zones de montagne et haute-montagne et à 150 €/ha pour les autres zones ; toutefois des paiements d'un montant supérieur peuvent être accordés dans des cas dûment justifiés.

6.2 Calcul de l'indemnité pour les surfaces fourragères

6.2.1 Le calcul du chargement

Le chargement est le rapport du nombre des UGB retenues sur le nombre d'hectares de surface fourragère. Le chargement est calculé en prenant en compte 2 décimales et est arrondi par défaut.

Un arrêté préfectoral annuel fixe une plage optimale de chargement par zone défavorisée ou par sous-zone départementale correspondant à une exploitation optimale du potentiel fourrager devant correspondre à environ les 2/3 des demandeurs. En dehors de cette plage optimale, un taux de réduction (d'au moins 10 % par plage) est appliqué sur le montant unitaire par hectare de l'indemnité.

Les plages de chargement sont fixées par zone défavorisée entre les seuils et plafonds suivants :

	Haute montagne		**Montagne**		**Piémont**		**Défavorisée simple**				**Affectée de handicaps spécifiques**
Chargement (UGB/hectare)	sèche	hors sèche	sèche	hors sèche	sèche	hors sèche	sèche	hors sèche	prairies marais desséché	prairies marais mouillé	
Seuil	0,1	0,15	0,15	0,25	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,15
Plafond	1,8	1,9	1,9	2	2	2	2	2	1,59	1,59	1,9

Dans les cas où l'aridité des sols ou la moindre productivité des herbages imposent une gestion particulièrement extensive des troupeaux ou, au contraire, le climat humide propice à la production fourragère s'oppose à une utilisation extensive des terres, les préfets des départements cités en annexe 2 peuvent fixer, pour une superficie circonscrite de leur département, un seuil ou un plafond situés en dehors des normes limites de chargement (dans les nouvelles limites fixées à 0,05 UGB et à 2,3 UGB). Pour les DOM, le chargement maximal est de 4 UGB/ha.

6.2.2 Les montants nationaux de référence fixés par arrêté interministériel.

Ils sont compris dans la fourchette réglementaire européenne de 25 € et 250 €.

Les montants nationaux de référence (€/ha) sont identiques à ceux de l'année 2007.

Haute montagne		**Montagne**		**Piémont**		**Défavorisée simple**				**Affectée de handicaps spécifiques ([1])**
						montant de base		majoration		
sèche	hors sèche	sèche	hors sèche	sèche	hors sèche	sèche	hors sèche	prairies marais desséché	prairies marais mouillé	
223	221	183	136	89	55	80	49	60	121	128

(1) Uniquement pour les 22 communes de Haute Corse classées en 2004.

Pour les départements d'outre-mer, les montants de base sont fixés par arrêté préfectoral. Ils doivent être inférieurs à 250 €/ha pour les zones de montagne et haute-montagne et à 150 €/ha pour les autres zones ; toutefois des paiements d'un montant supérieur peuvent être accordés dans des cas dûment justifiés.

Un montant moyen par hectare peut être fixé pour chacune des sous-zones départementales, sous réserve que la moyenne des montants pondérés par hectare pour la zone défavorisée soit inférieure ou égale au montant national de référence. Ces montants sont fixés par arrêté préfectoral.

Pour une exploitation dont la SAU est située sur plusieurs zones, la surface fourragère éligible est primée sur la base d'un montant moyen par hectare. Ce montant est pondéré en fonction du pourcentage de la SAU située dans chacune des zones et du chargement. Le montant moyen par hectare de surface fourragère est le total des montants moyens pondérés par zone défavorisée. Un exemple est joint en annexe 1.

Une majoration du montant par hectare est appliquée aux élevages dont plus de la moitié du cheptel, compté en nombre d'UGB, est constitué d'ovins et de caprins, si ces animaux pratiquent la transhumance entre le 15 juin et le 15 septembre. Cette majoration est respectivement de 10 % pour les zones de haute montagne et de montagne et de 30 % pour les zones de piémont et défavorisée simple. Cette majoration n'est appliquée que si l'exploitant déclare cette transhumance sur la demande ICHN. Elle s'applique sur le montant moyen à l'hectare en fonction de la SAU représentée dans ces zones.

6.2.3 Le cas particulier des éleveurs ayant une référence laitière

Dans les zones défavorisées simples et de piémont à orientation laitière non dominante, l'indemnité des éleveurs laitiers éligibles est calculée sur la base d'une part de la surface fourragère proportionnelle au nombre d'UGB autres que des vaches laitières. La surface à primer est ainsi déterminée :

$$\text{SF à primer} = \text{SF} \times \frac{\text{UGB totales - UGB laitières}}{\text{UGB totales}}$$

Les UGB laitières sont calculées à partir de la référence laitière de la campagne en cours divisée par le rendement du contrôle laitier ou à défaut le rendement moyen.

Dans les zones de haute-montagne, de montagne et de piémont délimitée à orientation laitière dominante, la surface fourragère de l'exploitation n'est pas pondérée.

6.3 Dispositions communes aux surfaces cultivées et aux surfaces fourragères

Une majoration des montants par hectare est appliquée pour les 25 premiers hectares de surfaces fourragères ou cultivées. Cette majoration est de 30 % dans la zone de piémont et la zone défavorisée simple et de 35 % en montagne et haute-montagne. Elle est appliquée en priorité aux surfaces déclarées en productions végétales.

Pour les départements d'outre-mer, le préfet arrête le nombre de premiers hectares de surfaces fourragères faisant l'objet de cette majoration dans la limite de 25 hectares ; pour les surfaces cultivées, il arrête les différentes conditions de majoration dans la limite de 25 hectares et d'un taux majoré de 100 %.

Au niveau départemental, il est nécessaire d'établir :

- un arrêté distinct pour reprendre le classement en zone défavorisée des communes de votre département si ce classement a connu des modifications depuis la campagne 2007,
- un arrêté pour définir les éléments de calculs tels que les montants unitaires ou les plages de chargement pour la campagne en cours,
- un arrêté pour fixer le stabilisateur budgétaire départemental pour la campagne en cours (voir § 6.4.2)

6.3.1 Arrêté de classement en zone défavorisée des communes du département (modèle en annexe 3)

Un arrêté classant en zone défavorisée des communes du département est nécessaire s'il y a eu des modifications dans le classement de votre département.

Cet arrêté comportera une carte graphique des zones défavorisées utilisées par les logiciels ISIS et OSIRIS pour la gestion des ICHN.

6.3.2 Arrêté préfectoral annuel fixant les montants unitaires (modèles en annexes 4 pour la métropole et 5 pour les DOM)

L'arrêté préfectoral annuel fixe les montants départementaux par hectare par zone et, le cas échéant, sous zone pour les surfaces fourragères et les surfaces cultivées. Dans les départements d'outre-mer, cet arrêté devra préciser également la modulation du montant à l'hectare de surface cultivée quand elle existe.

Lorsque ces montants départementaux sont différents des montants nationaux de référence, ils peuvent être soit tous inférieurs au montant national de référence soit, pour certains, supérieurs au montant national de référence sous réserve que la moyenne des montants pondérés par hectare, pour la zone défavorisée correspondante pour le département, soit inférieure ou égale au montant national de référence. Lorsque les montants sont supérieurs au montant national de référence, une fiche de calcul sera établie et conservée en DDAF.

Le montant par hectare de surfaces cultivées en métropole est unique et non modifiable.

L'arrêté préfectoral définit les montants par hectare de surface fourragère appliqués à chaque plage. Ils sont au taux plein dans une plage de chargement optimale. Les montants par hectare sont réduits (de 10% minimum par plage) en dehors de la plage de chargement optimale. Le nombre de plages de chargement doit être compris entre 3 et 7.

La commission départementale d'orientation agricole (CDOA) du département peut donner un avis au préfet sur l'ajustement des montants en fonction des caractéristiques du département.

Un exemplaire de l'arrêté est transmis à la DGPAAT qui peut le faire rectifier s'il apparaît que les règles fixées n'ont pas été respectées dans le cas par exemple où les montants indiqués ne sont pas conformes au cadre réglementaire. Vous adresserez ensuite un exemplaire de l'arrêté validé à la délégation régionale du CNASEA.

6.3.3 Arrêté relatif au stabilisateur (modèle en annexe 6)

Afin de respecter l'enveloppe notifiée de crédits à engager, un arrêté départemental fixe le taux (coefficient multiplicateur) qu'il convient d'appliquer sur le montant total de la prime attribuée à chaque bénéficiaire du département (voir § 6.4.2).

6.4 Eléments à appliquer au montant total de l'indemnité : écrêtement et stabilisateur départemental

6.4.1 L'écrêtement de l'indemnité

Le montant accordé à un bénéficiaire ne peut dépasser 108 % de la valorisation de l'indemnité de la campagne 2007 calculée avant pénalités et avant application d'un éventuel coefficient de stabilisation, sauf dans les cas suivants :

- les agriculteurs qui ont bénéficié des aides à l'installation en 2006 ou en 2007 ou en 2008; la date du certificat de conformité (CJA) pour les aides à l'installation doit être postérieure au 31/12/2005 (levée manuelle de l'écrêtement) ;

- les exploitations dont la somme des surfaces fourragères et cultivées primées à l'ICHN est inférieure ou égale à 25 hectares au titre de 2007 ou 2008 (levée automatique de l'écrêtement) ;

- les GAEC pour lesquels le nombre de parts ICHN a augmenté entre la campagne précédente et la campagne en cours (levée manuelle) ;

- les exploitations situées dans une commune reclassée en handicap supérieur entre la campagne précédente et la campagne en cours (levée manuelle) ;

- les exploitations qui, en 2007, ont vu leur ICHN plafonnée à 25 hectares en raison de leurs revenus extérieurs, et pour lesquelles le plafonnement n'intervenait pas en 2006 et n'intervient plus en 2008 ;

- les exploitations de plus de 25 hectares dont la valorisation de l'ICHN écrêtée est inférieure au montant de l'ICHN de ces exploitations valorisée pour 25 hectares (calcul automatique dans OSIRIS).

Les exploitants visés aux alinéas 1 à 5 bénéficient d'une levée d'écrêtement complète de leur indemnité.

Les exploitants visés au 6ème alinéa perçoivent une indemnité limitée à 25 hectares non écrêtée.

6.4.2 Le stabilisateur départemental

6.4.2.1 Paiement partiel avec application du stabilisateur provisoire national : l'acompte

Pour la campagne 2008, les DDAF pourront choisir de payer les dossiers à partir du 15 septembre sur la base d'un stabilisateur provisoire national de 75 %.

Les dossiers pouvant bénéficier d'un versement d'acompte sont les dossiers instruits et complets, qu'ils soient ou non mis à contrôle télédétection ou classique, que le contrôle sur place soit réalisé ou pas.

6.4.2.2 Paiement définitif des dossiers avec application du stabilisateur définitif

Avant de payer le solde, un arrêté préfectoral fixera la valeur du stabilisateur départemental. Ce taux ne pourra pas être supérieur à 100 %.

Le stabilisateur définitif sera exprimé avec 4 décimales s'il est exprimé en valeur absolue, avec 2 décimales s'il est exprimé en %.

A compter de 2008 le stabilisateur budgétaire ne peut être fixé par sous-zone départementale ; il sera d'une valeur unique pour l'ensemble du département.

En outre, le solde ne peut être versé à un exploitant que lorsque le dernier contrôle sur place est réalisé. Pour la France, c'est le dernier contrôle au niveau départemental qui permettra de servir le solde.

6.5 Paiements

6.5.1 En France métropolitaine hors Corse

La liquidation et le paiement des ICHN sont assurés pour l'ensemble du territoire national (hors Corse) par le centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA).

6.5.2 En Corse

La liquidation et le paiement des ICHN sont assurés par l'office du développement agricole et rural de Corse (ODARC).

7 CONTROLES ET SANCTIONS

7.1 Les contrôles administratifs

Des contrôles administratifs sont réalisés automatiquement dans l'outil de gestion. Ils concernent :

- La date de dépôt du dossier
- L'âge
- Le siège de l'exploitation en zone défavorisée
- La surface déclarée et la surface minimum en ZD
- Le nombre d'UGB
- La surface minimum en zone sèche
- Le dépôt de la déclaration de surface

Des contrôles manuels doivent être également réalisés. Ils comprennent notamment :

- Contrôle de recevabilité de la demande (présence des pièces, signature, etc.)
- Contrôle du bénéfice de la retraite ou pré-retraite
- Le lieu de la résidence principale
- Contrôle administratif de poursuite de l'activité agricole en zone défavorisée pendant 5 ans
- Eligibilité des équidés permettant à l'exploitant de justifier au moins 3 UGB
- Contrôle des éleveurs laitiers en zone de piémont et en zone défavorisée simple
- Contrôle des revenus. Pour les dossiers télédéclarés, la DDA ne dispose pas d'avis d'imposition ; le contrôle des revenus sera effectué, le cas échéant, lors du contrôle sur place.
- Contrôle du paiement des cotisations sociales agricoles
- Les personnes morales (détention du capital social, respect des conditions par un associé)
- Saisie du pâturage des ovins et caprins
- Les nouveaux demandeurs et la prise en compte des changements de statuts juridiques.

7.2 Les contrôles sur place

Le contrôle sur place ICHN comporte 3 volets :

1. Le volet lié à la surface = « ICHN surface »

Le contrôle porte sur la réalité des surfaces (localisations, mesurage et couvert) ayant fait l'objet d'une demande d'aide ICHN, y compris les surfaces auto-consommées et les surfaces en productions végétales. Ce volet peut être réalisé dans le cadre d'un contrôle télédétection et/ou d'un contrôle piéton.

2. Le volet lié aux autres engagements que la surface = « ICHN engagements »

Le contrôle porte sur :

- la réalité de l'autoconsommation sur les surfaces en céréales déclarées auto consommées : remplissage du questionnaire sur les moyens de stockage des céréales ;
- la réalité de la commercialisation sur les surfaces cultivées pour lesquelles une aide est demandée au titre des ICHN végétales ;
- les vérifications du pâturage par les ovins ou caprins entre le 15 juin et le 15 septembre ;
- le comptage des animaux :

L'effectif bovin utilisé pour le calcul du chargement ICHN est l'effectif bovin moyen annuel de l'année précédant le dépôt du dossier ICHN issu de la BDNI. En application du système intégré de gestion et de contrôle des aides, les bovins sont contrôlés au titre des aides animales et ne sont pas contrôlés spécifiquement pour l'ICHN.

Lorsque l'exploitant a déposé une demande de prime à la brebis (PB), les ovins utilisés pour le calcul du chargement sont ceux déclarés à la PB par une demande de PB déposée l'année du dépôt du dossier ICHN. Pour les nouveaux demandeurs, les ovins utilisés seront ceux présents 30 jours consécutifs incluant le 31 mars 2008 ou à défaut à la date limite de dépôt de la demande pour le cas où l'exploitant s'est installé après le 31 mars 2008.

Les animaux déclarés sur le formulaire ICHN, c'est-à-dire les ovins des nouveaux demandeurs, les caprins, les équins, les camélidés et les cervidés présents pendant une période de 30 jours consécutifs incluant le 31 mars 2008 ou à défaut à la date limite de dépôt des dossiers, sont contrôlés par comptage des animaux présents le jour du contrôle. Si un écart est constaté par rapport à l'effectif déclaré, l'exploitant doit pouvoir justifier de cette variation de l'effectif par rapport aux dates précitées par des mouvements tracés d'entrée et/ou de sortie d'animaux (registre et/ou autres pièces justificatives). Si

le contrôle conclut à un écart non justifié par rapport à l'effectif déclaré, le chargement doit être calculé sur la base de l'effectif constaté.

3. Télédéclaration

Pour les exploitants qui télédéclarent, un contrôle des revenus déclarés sera effectué à partir de l'avis d'imposition.

7.3 Suites à donner aux contrôles

7.3.1 La notification au demandeur pour attribution ou pour rejet

4 types de documents peuvent être envoyés selon le cas considéré :

- Pour les demandes conformes**,** une lettre de fin d'enregistrement par la DDAF est obligatoirement adressée au demandeur. Elle récapitule les différents éléments relatifs au calcul de l'indemnité, qui peuvent être contestés par le demandeur auprès de la DDAF dans un délai de 10 jours à partir de la date d'émission de la lettre.
- Pour les demandes avec pénalités suite à contrôles, une décision administrative préfectorale notifiant des pénalités financières et le nouveau montant prévisionnel est envoyée par lettre recommandée par la DDAF avec indication des voies et délais de recours.
- Pour les demandes rejetées, une décision préfectorale motivée, qui permet d'enclencher une procédure contradictoire, est adressée à l'agriculteur par lettre recommandée. Elle indique les voies et délais de recours.
- Après liquidation et paiement, une lettre d'avis de paiement est adressée au demandeur par le CNASEA pour lui indiquer le montant définitif payé (après l'application éventuelle du stabilisateur départemental).

7.3.2 Respect de la conditionnalité des aides

Les exigences de la conditionnalité s'appliquent aussi, à compter de 2007, aux aides surfaciques de développement rural, dites « du 2ème pilier », notamment les indemnités compensatoires de handicaps naturels. La conditionnalité a remplacé les bonnes pratiques agricoles habituelles.

L'exploitant s'engage ainsi à respecter la conditionnalité des aides agricoles en matière d'environnement, de santé publique, de santé des animaux et des végétaux et de bien-être animal. Cette conditionnalité est définie à la section IV du chapitre V du titre Ier du livre VI du code rural.

Elle est vérifiée selon les procédures et contrôles habituels, indépendamment des contrôles spécifiques liés à l'ICHN. En cas d'anomalie, le taux de pénalisation est calculé selon les modalités habituelles et s'applique à l'aide ICHN de l'année considérée comme aux autres aides le cas échéant concernées (aides du 1er pilier, annuités agroenvironnementales du RDR2).

7.3.3 Rejet de la demande

La non-conformité avec au moins une condition d'attribution (âge, cotisations sociales, non retraité agricole, au moins 3 ha de SAU, au moins 3 UGB...) ou le non-respect d'un engagement entraîne le rejet de la demande.

Les cas de rejet pour non-conformité aux conditions d'attribution sont notamment :

- une pénalité de 100 % sur le compartiment surface fourragère de la déclaration de surfaces.

Les cas de rejet pour non-respect d'un engagement sont notamment :

- le non-respect de l'obligation de poursuivre l'activité agricole en zone défavorisée pendant 5 ans à partir du premier paiement de l'indemnité, sauf en cas de départ en préretraite ou retraite, et en cas de force majeure.

  L'indemnité n'est pas payée pour la campagne en cours et le cas échéant, le reversement peut être demandé pour les années antérieures jusqu'à l'année n-4.

  Dans le cas d'un GAEC, si un associé ne respecte pas l'obligation des 5 ans, l'indemnité n'est pas remboursée si le GAEC continue d'exploiter en zone défavorisée.
- un refus opposé par le demandeur au contrôle par le ou les organisme(s) de contrôle sur son exploitation.

7.3.4 Les pénalités calculées suite aux contrôles.

Le taux d'écart (E) entre le montant déclaré (Md) et le montant constaté (Mc) sert de base au calcul des pénalités. Il est calculé comme la différence entre ces montants rapportée à la valeur du montant constaté (E = (Md-Mc)/Mc).

Le « montant déclaré » est le montant calculé à partir des éléments déclarés (surfaces, formulaire ICHN, effectif bovin, prime brebis) par le demandeur pour l'attribution des différentes aides agricoles.

Le « montant constaté » est le montant calculé à partir des éléments relatifs aux animaux et aux surfaces constatés à la suite des contrôles.

Taux d'écart	pénalité	montant arrêté en 2008
Mc>Md	0	Md
E ≤ 3 %	0	Mc
3 %< E ≤ 20 %	2E	Mc-2E
E > 20 %	montant restant dû	0
E > 50 %	ICHN ultérieures réduites de la valeur Md-Mc	0

Cas particulier des changements de plage de chargement :

L'impact d'un changement de plage de chargement suite à contrôle est amorti en utilisant non pas la différence brute Md-Mc mais une différence recalculée en limitant à 5 % l'écart de montant unitaire par hectare résultant du changement de plage.

Plus précisément, aux fins de détermination de l'écart, lorsque la différence entre le chargement calculé à partir des éléments constatés et celui calculé à partir des éléments déclarés conduirait, pour tout ou partie des superficies, à se fonder sur des montants unitaires différents pour calculer le montant déclaré et le montant constaté, alors le montant déclaré est calculé à partir de montants unitaires :

- correspondant au chargement calculé à partir des éléments déclarés, pour les zones où celui-ci entraîne un montant unitaire identique ou moins favorable que celui issu des éléments constatés ;
- majorés de 5 % par rapport aux montants unitaires correspondant au chargement calculé à partir des éléments constatés, pour les zones où celui-ci entraîne un montant unitaire moins favorable que celui issu des éléments déclarés.

7.3.5 Force majeure ou circonstances exceptionnelles

La force majeure ou les circonstances exceptionnelles ne peuvent être invoquées qu'à l'occasion d'événements extérieurs, imprévisibles et irrésistibles. Les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles reconnus par la réglementation européenne sont notamment :

- le décès de l'exploitant,
- son incapacité professionnelle de longue durée,
- l'expropriation d'une partie importante de l'exploitation, si cette expropriation n'était pas prévisible le jour de la demande,
- une catastrophe naturelle grave ayant des effets importants sur les terres de l'exploitation,
- la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation destinés à l'élevage,
- une épizootie touchant tout ou partie du cheptel de l'exploitant.

Les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles doivent être notifiés par écrit à la DDAF en y joignant, à la satisfaction de celle-ci, les pièces justificatives correspondantes, dans un délai de 10 jours ouvrables à partir du moment où l'exploitant est en mesure de le faire.

7.3.6 Irrégularités commises intentionnellement.

En cas d'irrégularités commises intentionnellement, le bénéficiaire est exclu de l'aide en 2008. Il s'agit des cas où l'exploitant ne pouvait ignorer, au moment du dépôt de sa déclaration que celle-ci n'était pas conforme à la réglementation communautaire.

Dans le cas où une fausse déclaration serait décelée, il convient de s'assurer que les irrégularités constatées n'ont pas été commises lors des campagnes précédentes (ces irrégularités doivent être portées à la connaissance du demandeur sous la forme d'un rapport de contrôle établi pour chaque campagne concernée, avant d'être transmises au CNASEA pour recouvrement des sommes indûment versées).

La Directrice Générale Adjointe

Signé.Valérie METRICH-HECQUET

8 ANNEXES

8.1 Annexe 1 - exemple de calcul dans le cas d'une exploitation dont la SAU est située sur plusieurs zones défavorisées (ZD)

L'exploitation possède au moins 50 % d'UGB ovines, qui pratiquent la transhumance. Elle bénéficie donc des majorations de 30 % en zone défavorisée simple et piémont et de 10 % en montagne et haute montagne.

Elle bénéficie aussi, pour les 25 premiers hectares, de la majoration de 30 % pour les zones de piémont et défavorisée simple et de 35 % pour la montagne et la haute-montagne.

Cette exploitation est dans la plage optimum de chargement (POC) dans la zone montagne et dans des plages inférieures pour les autres zones.

Les surfaces sont exprimées en hectares et les montants en euros

ZD (non sèches)	**SAU**	**% SAU par zone**	**Montant par zone**	**Montant avec majoration ovins/caprins**	**Majoration 25 premiers ha**	**Abattement en fonction de la plage de chargement**	**Montant pondéré 25 premiers ha**	**Montant pondéré au-delà de 25 ha**
	A	B	C	D = C x 110 % ou 130 %	E=Dx130 % ou 135 %	F	G = E x F x B	H = D x F x B
Hte Montagne	15	15,62 %	221,00	243.10	328,18	0,80	41,01	30,38
Montagne	10	10,42 %	136,00	149,60	201,96	1,00	21,04	15,59
Piémont	26	27,08 %	55,00	71,50	92,95	0,70	17,62	13,55
Défavorisée simple	30	31,25 %	49,00	63,70	82,81	0,50	12,94	9,95
TOTAL SAU en ZD	81	84,37 %						
TOTAL SAU hors ZD	15	15,63 %						
Surface totale	96	100%						
Surface fourragère	35							
Montant moyen pour les 25 premiers hectares							92,61	
Montant moyen au-delà des 25 premiers hectares								69,47
Calcul du montant total				(92,61x25) + (69,47x10) =				3 009,95

8.2 Annexe 2 – Extrait de l'arrêté interministériel 2007

ANNEXE I de l'arrêté interministériel

- Dans des zones circonscrites des départements suivants déterminées par arrêté préfectoral et justifiées par des conditions d'aridité ou de gestion particulièrement extensive des troupeaux, les préfets peuvent abaisser le seuil de la plage de chargement jusqu'à 0,05 UGB par hectare de surface fourragère. Les départements ou parties de départements concernés sont : les Alpes de Haute Provence, les Alpes Maritimes, l'Ardèche, l'Aude, la Drôme, le Gard, l'Hérault, le Lot, la Lozère, les Pyrénées Orientales, le Vaucluse le Var, l'Aveyron et la zone pastorale de la Savoie, de la Haute Savoie et des Vosges.

- Dans des zones circonscrites des départements suivants déterminées par arrêté préfectoral et justifiées par une capacité fourragère s'opposant à une utilisation extensive des terres, les préfets peuvent augmenter le plafond de la plage de chargement jusqu'à 2,3 UGB par hectare. Les départements concernés sont : l'Aveyron, le Cantal, la Haute Garonne, l'Isère, le Lot, la Haute Savoie et le Tarn.

- Dans des zones circonscrites des départements suivants déterminées par arrêté préfectoral et justifiées par une capacité fourragère s'opposant à une utilisation extensive des terres, les préfets peuvent augmenter le plafond de la plage de chargement jusqu'à 2,5 UGB par hectare. Les départements concernés sont : l'Indre, les Pyrénées Atlantiques et les Hautes Pyrénées.

- Dans les départements d'outre mer, le préfet peut augmenter le plafond de la plage de chargement jusqu'à 4 UGB par hectare.

8.3 Annexe 3 - Modèle d'arrêté préfectoral de classement en zones défavorisées

PREFECTURE DE ……..

DIRECTION (DEPARTEMENTALE) DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

ARRETE N°……..

Fixant le classement en zones défavorisées dans le département de .

Le PREFET de……..

Vu le règlement (CE) N°1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant les règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune ;

Vu le règlement (CE) N°1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 établissant les modalités d'application du Règlement (CE) N° 1782/2003 ;

Vu le règlement (CE) N°796/2004 de la Commission du 26 février 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité des aides, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle, abrogeant le règlement 2419/2001 ;

Vu le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

Vu le règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

Vu le règlement (CE) n°1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application des mesures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu l'arrêté interministériel du 28 juillet 2004 reprenant le classement en zones défavorisées depuis 2001 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° du (pour les DDAF ayant créé des sous-zones, c'est l'arrêté de fixation des montants 2000, qui définit le zonage en vigueur dans le département pour les ICHN 2000 « ancienne formule ») ;

Vu l'avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en date du ;

(éventuellement selon les départements)

Sur proposition de M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er :

Les communes ou partie de communes, dont la liste est jointe en annexe II du présent arrêté, et qui font l'objet du document graphique de référence en annexe I, sont classées en zones défavorisées. La table des codes zones défavorisées paramétrées dans GEOSIRIS est jointe en annexe III du présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le directeur général du CNASEA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

IMPORTANT : Transmettre une copie de l'arrêté préfectoral à la DR CNASEA et à l'AUP accompagné des annexes et à la DGPAAT sous forme de fichier informatique.

8.4 Annexe 4 - Modèle d'arrêté préfectoral fixant le montant des ICHN

PREFECTURE DE ……..

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

ARRETE N°……..

Fixant le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels

au titre de la campagne 2008 dans le département de .

Le PREFET de……..

Vu le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

Vu le règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

Vu le règlement (CE) n°1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application des mesures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu les articles D 113-18 à D113-26 du code rural fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires des handicaps naturels;

Vu l'article R 725-2 du code rural pris pour l'application de l'article L 725-2 du code rural relatif aux avantages d'ordre économique accordés aux agriculteurs ;

Vu l'arrêté interministériel du 28 juillet 2004 reprenant le classement en zones défavorisées depuis 2001 ;

Vu le décret n° 2007-1334 et l'arrêté correspondant du 11 septembre 2007 fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires de handicaps naturels et modifiant le code rural;

Vu l'arrêté préfectoral de classement en zone défavorisée pour les communes du département du……;

Vu l'arrêté préfectoral N° du (pour les DDAF ayant créé des sous-zones, c'est l'arrêté de fixation des montants 2000, qui définit le zonage en vigueur dans le département pour les ICHN 2000 « ancienne formule ») ;

Vu l'avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en date du (éventuellement selon les départements)

Sur proposition de M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1: Dans chacune des zones et sous-zones visées dans l'arrêté préfectoral de classement est fixée une plage optimale de chargement correspondant à une exploitation optimale du potentiel fourrager dans le respect de la conditionnalité. De la même manière, sont définies des plages non optimales de chargement.

L'ensemble de ces plages est précisé à l'annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Pour chacune des plages de chargement définies à l'article 1, le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels rapporté à l'hectare de surface fourragère est fixé.

Ces montants sont précisés à l'annexe 2 du présent arrêté.

Ils seront modifiés en fonction d'un taux qu'il conviendra d'appliquer sur le montant total de la prime attribuée à chaque bénéficiaire du département afin de respecter la notification du droit à engager. Ce taux fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

ARTICLE 3 : Les surfaces fourragères sont les surfaces définies dans l'arrêté préfectoral pris en application du décret surfaces annuel fixant les normes usuelles de la région.

ARTICLE 4 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur général du CNASEA, le secrétaire général de la préfecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département .

LE PREFET.

IMPORTANT : Transmettre une copie de l'arrêté préfectoral à la DR CNASEA accompagné des annexes et à la DGPAAT sous forme de fichier informatique.

8.5 Annexe 5 - Modèle d'arrêté préfectoral fixant le montant des ICHN

PREFECTURE DE ……..

DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

ARRETE N°……..

Fixant le montant des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels

au titre de la campagne 2008 dans le département de .

Le PREFET de……..

Vu le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

Vu le règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

Vu le règlement (CE) n°1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application des mesures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu les articles D 113-18 à D113-26 du code rural fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires des handicaps naturels;

Vu l'article R 725-2 du code rural pris pour l'application de l'article L 725-2 du code rural relatif aux avantages d'ordre économique accordés aux agriculteurs ;

Vu l'arrêté interministériel du 28 juillet 2004 reprenant le classement en zones défavorisées depuis 2001 ;

Vu le décret n° 2007-1334 et l'arrêté correspondant du 11 septembre 2007 fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires de handicaps naturels et modifiant le code rural;

Vu l'arrêté préfectoral de classement en zone défavorisée pour les communes du département du……;

Vu l'arrêté préfectoral N° du (pour les DAF ayant créé des sous-zones, c'est l'arrêté de fixation des montants 2000, qui définit le zonage en vigueur dans le département pour les ICHN 2000 « ancienne formule ») ;

Vu l'avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en date du ;

(éventuellement selon les départements)

Sur proposition de M. le directeur de l'agriculture et de la forêt,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1: Dans chacune des zones et sous-zones visées dans l'arrêté préfectoral de classement est fixée une plage optimale de chargement correspondant à une exploitation optimale du potentiel fourrager dans le respect de la conditionnalité. De la même manière, sont définies des plages non optimales de chargement. L'ensemble de ces plages est précisé à l'annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Pour chacune des plages de chargement définies à l'article 1, le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels rapporté à l'hectare de surface fourragère est fixé. Ces montants sont précisés à l'annexe 2 du présent arrêté.

Ils seront modifiés en fonction d'un taux qu'il conviendra d'appliquer sur le montant total de la prime attribuée à chaque bénéficiaire du département afin de respecter la notification du droit à engager. Ce taux fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

ARTICLE 3 : Les surfaces fourragères sont les surfaces définies dans l'arrêté préfectoral pris en application du décret surfaces annuel fixant les normes usuelles de la région.

ARTICLE 4 : Le montant versé pour les surfaces cultivées destinées à la commercialisation sont définis par sous zones. Ces montants sont précisés à l'annexe 3 du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le directeur de l'agriculture et de la forêt, le directeur général du CNASEA, le secrétaire général de la préfecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département .

LE PREFET.

IMPORTANT : Transmettre une copie de l'arrêté préfectoral à la DR CNASEA accompagné des annexes et à la DGPAAT sous forme de fichier informatique.

8.6 Annexe 6 - Modèle d'arrêté préfectoral fixant le stabilisateur départemental

PREFECTURE DE ……..

DIRECTION (DEPARTEMENTALE) DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

ARRETE N°……..

Fixant le stabilisateur départemental budgétaire appliqué pour le calcul du montant des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels au titre de la campagne 2008 dans le département de .

Le PREFET de……..

Vu le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

Vu le règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

Vu le règlement (CE) n°1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application des mesures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu les articles D 113-18 à D113-26 du code rural fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires des handicaps naturels;

Vu l'article R 725-2 du code rural pris pour l'application de l'article L 725-2 du code rural relatif aux avantages d'ordre économique accordés aux agriculteurs ;

Vu le Décret N°2007-1334 et l'arrêté correspondant du 11 septembre 2007 fixant les conditions d'attribution des ICHN dans le cadre de l'agriculture de montagne et des autre zones défavorisées et modifiant le code rural;

Vu l'arrêté interministériel du 28 juillet 2004 reprenant le classement en zones défavorisées depuis 2001 ;

Vu l'arrêté préfectoral de classement en zone défavorisée pour les communes du département du……;

Vu l'arrêté préfectoral N° du (pour les DDAF ayant créé des sous-zones, c'est l'arrêté de fixation des montants 2000, qui définit le zonage en vigueur dans le département pour les ICHN 2000 « ancienne formule ») ;

Vu l'arrêté préfectoral du fixant le montant des ICHN pour la campagne 2008;

Sur proposition de M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : Sur l'ensemble du département est fixé un stabilisateur budgétaire départemental permettant de respecter la notification du droit à engager.

ARTICLE 2 : Le stabilisateur pour la campagne 2008 est le suivant :

ARTICLE 3 : M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, M. le directeur général du CNASEA, M. le secrétaire général de la préfecture sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes Administratifs de l'Etat du département

LE PREFET.

IMPORTANT : Transmettre une copie de l'arrêté préfectoral à la DR CNASEA et à la DGPAAT sous forme de fichier informatique.